



## **Déclaration de République et socialisme** **En République c'est le peuple, pas le gouvernement, qui doit avoir le dernier mot !**

Depuis de nombreux mois, le Peuple de France ne cesse de crier son désarroi face aux décisions prises par le Gouvernement, qui n'a pour but que le satisfécit d'une poignée de nantis.

Depuis de nombreux mois, le Peuple de France tente de faire face à l'autisme gouvernemental et au mépris qu'il reçoit en réponse à ses revendications.

Hier soir, dans son intervention, le Gouvernement, par la voie d'Édouard Philippe, a passé un nouveau cap en entrant dans une dérive autoritaire afin d'évacuer la question politique et sociale.

Comme le disait Jaurès : « La République sera sociale ou ne sera pas ! »

### **République et Socialisme condamne évidemment les violences pour trois raisons.**

Tout d'abord parce que **nous refusons l'atteinte à l'intégrité de tout individu**. S'en prendre à des agents des forces de l'ordre isolés ou à des manifestants isolés en dehors d'une confrontation directe initiée par le gouvernement est inconcevable pour tout républicain.

Ensuite ces **violences visent la propriété publique**, notre propriété collective et **s'en prennent à toutes formes de propriété privée** issue ou non du travail, outil ou non de travail et **ne peuvent constituer un message politique**.

Enfin elles **risquent de compromettre par une apparence superficielle de l'issue de ce conflit que nous souhaitons positive pour le salariat**.

Cependant notre colère, comme à l'époque celle de Jaurès, n'est pas dirigée vers les casseurs ou les forces de l'ordre mais contre **ceux qui tentent de les orchestrer** pour délégitimer le mouvement des gilets jaunes, contre ceux qui ont conduit des salariés, des précaires, des femmes et des hommes, à en arriver là !

**Violences subies par les salariés, violences subies par ceux privés d'emplois...** Ces violences-là qui, parfois, entraînent au suicide sont plus fortes et plus sournoises. Elles écrasent un peu plus chaque jour les plus faibles pour augmenter la fortune des plus riches...

**République et Socialisme ne peut accepter qu'en réponse à un mouvement social profond le gouvernement continue, avec l'aide d'1% de la population, à appauvrir les 99% d'autres.**

**République et Socialisme ne peut accepter que les deux annonces du premier ministre soient fondées sur des inexactitudes:**

- la 1<sup>ère</sup> sur le « fichier des casseurs », il semblerait que celui-ci existe déjà de façon non officielle,
- quant à la seconde qui consiste à sanctionner les participants à des manifestations non déclarées, elle met en danger la France par rapport au droit international qui garantit le droit à manifester et à organiser des manifestations.

### **Mais surtout le gouvernement confond volontairement la violence et la contestation de nos institutions.**

Or ce sont bien ces dernières qui sont contestées aujourd'hui. **Nous sommes dans une crise de régime**. Mettre au pas ceux qui contestent nos institutions cela peut s'adresser à toute personne du mouvement social ! C'est antirépublicain ! Notre constitution rappelle, dans son article 2, le principe du « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

C'est un principe supérieur aux autres articles décrivant nos institutions et les pouvoirs du gouvernement et du Président. Face aux parlementaires défendant l'idée du maintien de l'esclavage dans les colonies pour nécessité économique, Robespierre clama: « Périssent nos colonies plutôt qu'un principe ! ». **De même lorsque nos institutions se mettent au service d'un principe anti-républicain de « gouvernement au service de la finance par et pour la finance » il est grand temps de changer de système.**

Nous n'en sommes pas encore à revendiquer l'article 35 de la déclaration des droits de l'homme et des citoyens de 1793. Mais si le gouvernement n'y prend garde, **s'il a l'impression que 10 milliards versés ponctuellement** -alors que le

CICE aura coûté plus de 100 milliards, alors que l'écart entre la répartition des richesses n'a jamais été autant faite en faveur du capital et au détriment du travail, alors que les services publics sont privatisés, démantelés et détruits- **peuvent suffire à résorber un mécontentement populaire issu du tournant libéral de 1983 et des conséquences du traité de Maastricht de 1992, il se trompe gravement.**

**Les annonces du Président et de son gouvernement ne font qu'attiser la colère et afficher leur mépris. Le Gouvernement est responsable de la situation, à lui de trouver les solutions autres que la répression sinon notre peuple lui rappellera que « quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».**

**République et socialisme souhaite ardemment une grande réunion de l'ensemble des acteurs du mouvement social et des forces politiques de gauche afin que, ensemble, nous puissions nous hisser à la hauteur de l'insurrection populaire en cours.**

**En République c'est le peuple, pas le gouvernement, qui doit avoir le dernier mot !**

Contact Presse : Béatrice Durand 06.33.82.05.15

---

*\*« Mais, si nous devons, de tout notre effort, corriger, contenir, refouler par la puissance grandissante de la raison et de l'organisation ces échappées d'instinct, de colère et de violence, ah ! du moins, lorsque, malgré tout, la violence éclate, lorsque le cœur de ces hommes s'aigrit et se soulève, ne tournons pas contre eux, mais contre les maîtres qui les ont conduits là, notre indignation et notre colère ! » Jean Jaurès, « Violence des pauvres, violence des maîtres », 1912*

*« Le propre de l'action ouvrière, dans ce conflit, lorsqu'elle s'exagère, lorsqu'elle s'exaspère, c'est de procéder, en effet, par la brutalité visible et saisissable des actes. Ah ! Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuses ! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclat de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers ; ils décident que les ouvriers qui continueront la lutte seront exclus, seront chassés, seront désignés par des marques imperceptibles, mais connues des autres patrons, à l'universelle vindicte patronale. Cela ne fait pas de bruit ; c'est le travail meurtrier de la machine qui, dans son engrenage, dans ses laminoirs, dans ses courroies, a pris l'homme palpitant et criant ; la machine ne grince même pas et c'est en silence qu'elle le broie. [...] » Jean Jaurès, « violence patronale, violence ouvrière », 1906.*

Contact presse : Béatrice Durand 06 33 82 05 15

Contact : [contact@republiqueetsocialisme.fr](mailto:contact@republiqueetsocialisme.fr)

[www.facebook.com/republique.socialisme](http://www.facebook.com/republique.socialisme)

<https://twitter.com/RepetSoc>

République et Socialisme 44bis rue Philippe de Girard 75018 Paris